

2017
Rapport annuel
du Commissariat à l'Europe
et aux Organisations Internationales

*« Alors que Paris vous rend parisien et Londres londonien,
Bruxelles ne vous rendra pas bruxellois, elle vous permettra d'être vous-même.
Ses habitants cultivent une chaleur qui manque au climat. »*

ERIC-EMMANUEL SCHMITT

Avant-propos



Avec ce troisième rapport annuel du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI), nous arrivons à la moitié de la législature. Fin 2014, la création du CEOI s'inscrivait dans le cadre des efforts consentis par le gouvernement pour renforcer l'image de la Région de Bruxelles-Capitale comme terre d'accueil. Il s'agissait d'une étape logique après six réformes successives de l'État et le transfert de nombreuses compétences vers le niveau régional. 2017 a été l'année de la pérennisation. Au-delà des dossiers concrets, notre rôle de lien entre les autorités bruxelloises et européennes nous a permis de donner corps à une politique de siège régionale. Le présent rapport revient sur nos réalisations concrètes au cours de l'année écoulée et présente nos perspectives pour le futur.

Par le passé, les relations avec les institutions européennes et internationales ont trop souvent été reléguées au second plan et notre attitude par rapport à leur présence frisait, au mieux, l'indifférence. Quand on sait combien nous nous plaçons à revendiquer notre statut de «Capitale de l'Europe», et ce depuis l'amorce du processus il y a déjà plus d'un demi-siècle, cela constitue une incompréhensible contradiction. D'autant que le statut de Bruxelles en tant que siège de diverses organisations internationales contribue dans une très large mesure à l'identité de la Région.

Les Belges et les Bruxellois aiment l'Europe...mais comme un cousin éloigné. Quelqu'un que l'on rencontre rarement et avec qui on n'entretient pas vraiment de relations profondes. Or, l'Union européenne est présente ici, travaille ici et marque le monde de son empreinte depuis notre arrière-cour. La valeur ajoutée, directe et indirecte, de cette présence internationale pour l'économie et l'emploi bruxellois est immense et mérite une analyse bien plus approfondie que celle dont on s'est contenté jusqu'ici.

Dans le contexte de concurrence internationale que l'on connaît actuellement, ce mélange de distance et d'indifférence est une position que nous ne pouvons plus nous permettre en tant que Région hôte. Il est grand temps que notre responsabilité politique en tant que «Ville-siège» internationale soit assumée et fasse partie intégrante du discours et de la politique de notre Région.

J'appelle donc tous les acteurs bruxellois, responsables politiques, décideurs et administrations, à considérer pleinement Bruxelles comme Capitale internationale et apprécier la valeur ajoutée que ce statut représente. Mais ce statut suppose aussi quelques obligations, requiert une attitude politique claire et exige un certain niveau d'ambition... et d'enthousiasme !

Le nom de Bruxelles résonne partout dans le monde. Le monde a donc aussi les yeux rivés sur nous !

Alain HUTCHINSON

Commissaire du Gouvernement bruxellois



Bilan 2017

2 sommets GRBC-UE

85 rencontres politiques

144 réunions

2041 dossiers de
l'Expat Welcome Desk

42 dossiers de la cellule
liaison institutionnelle

11 articles dans la
newsletter

31 évènements et
présentations

28 articles de presse

25 ans d'expérience de
l'Expat Welcome Desk

6 séminaires

15 sessions d'information

2000 stagiaires officiels
des institutions européennes

792 courriers officiels
à l'intention des autorités

235 attestations régionales



Perspectives 2018



Expat Welcome Desk

- > Organisation de séminaires sur de nouveaux thèmes, notamment sur le statut des représentations régionales et la nouvelle réglementation sur le Code Bruxellois du Logement.
- > Inauguration de notre antenne au sein du Parlement européen (PE) suite à sa rénovation.
- > Réunion de travail avec le PE en vue d'anticiper les problèmes administratifs des assistants parlementaires en fin de contrat à l'approche des prochaines élections européennes.
- > Développement de nouveaux points de contacts auprès des organisations internationales.

Liaison institutionnelle

- > Etablir une vision à long terme de la politique de siège et maintenir une réflexion sur le rôle de Bruxelles comme capitale internationale et sa position concurrentielle à l'échelle mondiale.
- > Organisation d'un Colloque international à Bruxelles avec d'autres villes sièges confrontées à des défis similaires.

Communication

- > Mener une campagne de sensibilisation en vue des élections communales 2018 pour inciter la communauté internationale à voter (dépliants, posters, informations détaillées sur notre site, séminaire, etc.).
- > Enrichir notre site web en contenu, le traduire en trois langues (EN, NL, FR) et repenser son identité visuelle (en accord avec celle créée en 2017).
- > Organiser une rencontre afin de faire le bilan après quatre années d'activité et remercier nos interlocuteurs privilégiés pour leur confiance.

Sommaire



Avant-propos	5
Bilan et perspectives	6
Une politique de siège régionale	11
1 La communauté internationale à Bruxelles	12
2 La mission du CEOI	14
3 Le CEOI comme interlocuteur privilégié	16
Liaison institutionnelle	21
1 Méthode	24
2 Groupes de travail	28
3 Problématiques traitées en 2017	30
4 Représentations régionales et locales	33
Expat Welcome Desk	35
1 Méthode	38
2 Dossiers traités en 2017	40
3 Réunions et problématiques	46
4 Newsletter be expat be.brussels	51
5 Séminaires	52
6 Sessions d'information	54
Le CEOI et le Brexit	57
1 Le Brexit et l'Expat Welcome Desk	60
2 Le Brexit et l'acquisition de la nationalité belge	61
3 L'EWD comme partie intégrante de la candidature belge pour l'AEM	64
Le CEOI	67
1 Communication	68
2 Équipe	72
3 Instances	73
Conclusion	74



Une politique de siège régionale

1 La communauté internationale à Bruxelles

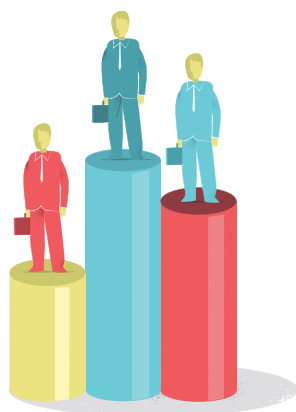
1.1 Bruxelles, Capitale de l'Europe

Si l'on considère Bruxelles comme la «Capitale de l'Europe», c'est avant tout grâce à la présence de nombreuses institutions européennes et internationales sur son territoire :



1.2 Classements internationaux

Bruxelles occupe une position stratégique dans les classements internationaux :



1^{re} ville mondiale en nombre de **diplomates**

1^{re} ville européenne de congrès et
2^e ville mondiale

2^e ville européenne en matière de
connaissance des langues

3^e ville européenne en matière de
potentiel économique

1.3 Economie et Emploi

La présence des institutions européennes et internationales et leur impact sur l'économie et l'emploi à Bruxelles revêtent une importance considérable.

Cette présence génère **121 000 emplois** (81 000 directs / 40 000 indirects).

Cela représente **16,7% de l'emploi bruxellois** et **5 milliards d'euros de valeur ajoutée** pour l'économie bruxelloise.

121 000 emplois,

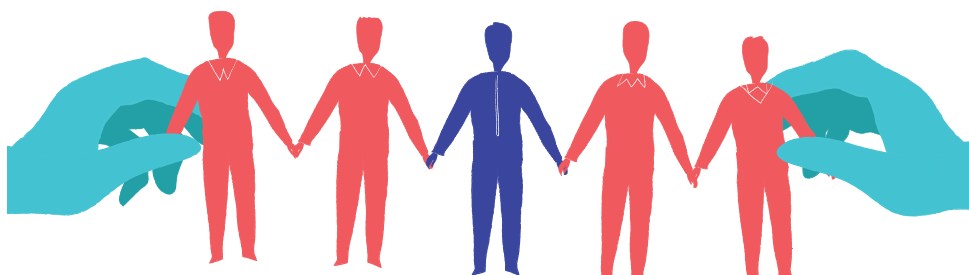
soit **16,7%** de l'emploi bruxellois,

soit **5 milliards €**
de valeur ajoutée pour l'économie bruxelloise.



1.4 Population

Cette présence cosmopolite est également déterminante dans la composition de sa population : **1 bruxellois sur 3** est de **nationalité étrangère** et **1 sur 5** est ressortissant d'un Etat membre de l'UE.



La publication «Bruxelles-Europe en chiffres 2016¹» dévoile plus en détails ces chiffres clés sur la présence internationale à Bruxelles.

¹ <http://www.commissioner.brussels/i-am-an-expat/news/item/625-brussels-europe-in-figures>

2. La mission du CEOI

En tant que siège de six institutions européennes, de quatorze organisations de l'Union européenne et de quarante-deux organisations intergouvernementales, la Région de Bruxelles-Capitale (RBC) a la lourde responsabilité de mener à bien son internationalisation croissante. La présence de toutes ces institutions a en effet un impact majeur sur l'économie et la société bruxelloises. A la fin de l'année 2014, le gouvernement bruxellois a pleinement assumé sa responsabilité à ce niveau en créant le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) et en désignant le Commissaire du Gouvernement. Ce dernier a été investi d'un mandat politique du gouvernement bruxellois et peut également compter sur la collaboration constructive des communes. Sous réserve de leur accord, le Commissaire représente donc les autorités bruxelloises. Par cette initiative, le gouvernement bruxellois a lancé le développement d'une politique de siège formelle et cohérente qui, dans le cadre des compétences régionales, permettra à la RBC de se profiler en tant que Région à vocation internationale. Le CEOI a pour mission de développer une politique de siège régionale centrée sur l'accueil de toutes les organisations internationales sur le territoire bruxellois, dans le respect du développement harmonieux de la Région et de ses habitants.





ÉTABLIR DES RELATIONS STRUCTURELLES

entre les autorités régionales et locales bruxelloises, d'une part, et les organisations internationales, institutions européennes et missions diplomatiques installées sur le territoire bruxellois, d'autre part.

DÉVELOPPER UNE POLITIQUE DE SIÈGE RÉGIONALE

dans le cadre des compétences régionales et en harmonie avec le développement de la Région et les besoins de ses citoyens.

FORMULER DES CONSEILS ET RECOMMANDATIONS POLITIQUES

à l'intention du Gouvernement de la RBC concernant tous les projets susceptibles d'avoir un impact sur les organisations internationales.

SERVIR DE POINT DE CONTACT UNIQUE

pour l'ensemble des institutions européennes et des organisations internationales à travers la cellule liaison institutionnelle.

ACCUEILLIR LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

grâce à l'assistance administrative personnalisée offerte par l'Expat Welcome Desk.

3 Le CEOI comme interlocuteur privilégié

La politique régionale de siège, qui relève de l'accueil des organisations gouvernementales internationales ayant leur siège ou une représentation dans la RBC, a longtemps été une matière essentiellement fédérale. Suite à la sixième Réforme de l'État et au transfert d'un nombre important de compétences, la Région est devenue par la force des choses un acteur de premier plan dans les relations avec les institutions européennes et internationales sur son territoire. En effet, elle est désormais l'ultime décisionnaire dans des domaines tels que l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la mobilité, la qualité des espaces publics et la sécurité. Ainsi, le niveau fédéral a cessé d'être le point de contact exclusif pour les institutions européennes et internationales. Il conserve évidemment un rôle crucial dans toute une série de matières par l'intermédiaire du Comité Interministériel pour la Politique de Siège (CIPS), tout comme les communes qui restent parties prenantes dans bon nombre de dossiers. Cependant, dans une perspective plus large, ce glissement nous pousse à mener une réflexion sur le rôle à venir de chaque acteur et sur le mode de coopération à adopter avec ces derniers.



Sommet GRBC-UE, Bruxelles le 24 janvier 2017

Le CEOI se doit donc d'être actif à plusieurs niveaux : local, régional, fédéral et européen/international. Dans tous nos dossiers, nous sommes confrontés au fait que la politique fait intervenir une pluralité d'acteurs et de niveaux de pouvoir. Dans certains cas, il n'est pas toujours aisé d'identifier les entités clés dans le processus décisionnel tant le pouvoir de décision est réparti entre plusieurs instances. A cet égard, le CEOI a développé ces dernières années un solide réseau englobant les autorités et les administrations de tous les niveaux. Et réunir toutes ces parties prenantes autour de dossiers spécifiques pour dépasser certains blocages reste notre cœur de métier. Malgré cela, la complexité du cadre politique et décisionnel fait encore souvent obstacle à une solution rapide et efficace.

Les rencontres au plus haut niveau entre le Gouvernement bruxellois et les institutions européennes restent des moments clés pour le fonctionnement du CEOI. En effet, ces rencontres au sommet sont devenues un véritable forum permettant, d'une part, aux institutions européennes de donner un feedback sur les dossiers sensibles liés à leur implantation et, d'autre part, aux autorités bruxelloises de clarifier leur vision et leur politique. Cette formule offre l'avantage de ne comporter aucune couche administrative intermédiaire et de réunir uniquement les personnes qui dirigent leurs institutions respectives. Malgré la complexité des agendas, ces réunions créent un climat positif où la concertation se déroule dans une ambiance constructive, ouvrant la voie à des discussions ultérieures avec les administrations européennes. Bon nombre des dossiers abordés sont liés à la sécurité qui reste une préoccupation transversale des responsables européens. Du côté bruxellois, la priorité est l'activation d'une dynamique socioculturelle articulée autour de la présence des institutions européennes.

Evidemment, le CEOI organise également des moments de concertation avec les représentants d'autres organisations gouvernementales internationales à Bruxelles, missions diplomatiques, représentations régionales et associations internationales.

Le rythme de réunions au sein du CEOI est donc particulièrement soutenu car seule une concertation structurée à intervalles rapprochés permet de dégager une solution dans certains dossiers. Mais réunir autour de la table toutes les parties concernées par un dossier spécifique n'est pas une mince affaire. Cela suppose d'identifier les bons interlocuteurs parmi le grand nombre d'acteurs concernés. Il faut pour cela posséder une connaissance approfondie du paysage politique, administratif et juridique bruxellois. Couplées à une bonne dose d'intelligence émotionnelle, ces compétences spécifiques sont susceptibles de faire aboutir la concertation. Lorsque l'incompréhension et la méfiance mutuelles cèdent la place à un climat de confiance, les points de vue sont plus susceptibles de se rapprocher et les intervenants sont plus ouverts au compromis. Cela se vérifie d'ailleurs dans beaucoup de dossiers sensibles, qu'il s'agisse d'urbanisme ou de questions administratives.

En ce qui concerne ce dernier type de dossiers, il semble que le niveau de service offert aux travailleurs internationaux peut s'avérer problématique. En effet, les services administratifs en sous-effectif sont tellement sollicités qu'ils ne sont pas toujours en mesure de faire face à la demande. La législation extrêmement complexe et la barrière de la langue compliquent d'autant plus la situation. L'Expat Welcome Desk (EWD) du CEOI s'efforce donc de développer des relations de travail plus structurées avec les services communaux afin de faciliter les échanges d'informations déterminantes. Pour autant, il ne faut pas perdre de vue que la plupart des travailleurs internationaux ne relèvent pas du statut des personnes privilégiées (Protocole sur les privilèges et immunités de l'UE), mais bien du droit belge.

Nos relations avec les communes jouent également un rôle crucial dans tous les dossiers d'urbanisme. A cet égard, le quartier européen devrait connaître des mutations importantes dans l'avenir. La réaction des communes face à ce défi majeur reste un facteur déterminant pour la réussite de ces projets. Pour nous permettre de transcender les divergences d'opinions et de mieux contextualiser certains dossiers, voire de jouer si nécessaire un rôle de médiation, il est capital que les communes contactent le CEOI pour tous les dossiers comportant une dimension européenne. Il existe une vision claire de la planification urbaine dans le quartier européen : le «Schéma directeur du quartier européen» et le «Projet urbain Loi» (PUL) restent la ligne directrice pour toutes les interventions urbanistiques et ils fixent la marche à suivre pour le déploiement des pôles d'activités liés aux institutions européennes. Il s'avère pourtant excessivement difficile de transposer cette vision en réalisations concrètes car la Région, les communes et les institutions ne sont pas souvent sur la même longueur d'onde. De plus, la technicité de nombreux dossiers est telle que l'on perd souvent de vue la globalité du projet. Les projets pouvant représenter une plus-value importante pour l'image internationale de la Région suscitent souvent la controverse dès la phase initiale et ils n'avancent que péniblement, quand ils ne sont tout simplement pas à l'arrêt. Dès lors, la réalisation d'une nouvelle dynamique urbaine cohérente pour ce quartier, pourtant promise de longue date, ne parvient pas à dépasser les niveaux administratifs concernés.

C'est en partie pour ces raisons que le réaménagement du Rond-point Schuman, qui était déjà prévu par les autorités politiques depuis longtemps, a pris un retard considérable. L'autorité régionale s'est pourtant réorganisée ces dernières années, tant sur le plan législatif qu'au niveau de sa structure interne. Plusieurs services ont par exemple été réunis au sein du Bureau bruxellois de Planification (perspective.brussels) et, avec la Société d'aménagement urbain (sau.brussels), la Région de Bruxelles-Capitale s'est dotée d'un outil lui permettant de mettre en œuvre ses propres plans.

Au niveau fédéral, outre des concertations régulières avec le CIPS, le CEOI entretient également des contacts fréquents avec le service du Protocole du SPF Affaires étrangères. Le CEOI a notamment participé à une enquête sur les divers aspects de la politique de siège belge, que le service Français du Protocole avait transmis à son homologue belge.

Enfin, la collaboration avec la cellule Europe de visit.brussels s'est intensifiée au cours de l'année écoulée. Ce partenariat s'est traduit par plusieurs projets concrets essentiellement axés sur le renforcement de l'attrait touristique du quartier européen et sur la diffusion d'informations aux expats concernant la vie culturelle et touristique de la capitale. Le groupe de travail «Tourisme», issu de ce partenariat et auquel participent toutes les institutions européennes, s'efforce de développer les dimensions touristiques et culturelles et d'accroître le potentiel de visiteurs des pôles d'attraction du quartier.





Liaison institutionnelle



La Région de Bruxelles-Capitale (RBC) reconnaît l'**importance grandissante** de la présence des institutions européennes et internationales, et notamment leur influence sur l'économie régionale, la création d'emploi, le tourisme professionnel et de loisirs, l'attractivité du territoire, la reconnaissance internationale de la ville et la richesse culturelle de sa population toujours plus diversifiée.

Soucieuse de favoriser les équilibres locaux et garantir un cadre de vie de qualité pour ses habitants, la RBC **accompagne cette présence internationale** à travers la **cellule liaison institutionnelle** du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI). Elle maintient notamment une attention particulière aux conséquences que peut avoir cette présence sur les dynamiques du territoire, qu'il s'agisse de développement urbain, de patrimoine architectural, d'environnement, de mobilité, de flux touristique ou de gestion des espaces publics (tant leur sécurisation que leur convivialité).

Sur ces thématiques, le CEOI est l'**interlocuteur privilégié** de l'ensemble des organisations venues s'installer à Bruxelles : des institutions européennes, qui comptent des milliers d'employés et des dizaines de bâtiments concentrés sur quelques sites bruxellois, aux organisations internationales, ambassades et missions diplomatiques, en passant par les représentations régionales et locales éparpillées sur tout le territoire de la Région.



L'objectif est de rompre avec un passé où l'installation des sièges des organisations internationales répondait à des logiques immobilières et d'aménagement *top-down*, engendrant un traumatisme dont certains quartiers portent encore des stigmates, et y opposer **une stratégie** qui prenne en compte les besoins des différents acteurs : les riverains, les commerces, les employés, les navetteurs, les opérateurs culturels, les touristes, les porteurs de projets, etc.

Mission

La **cellule liaison institutionnelle** assure un rôle de «**go-between**» entre les pouvoirs publics bruxellois et les institutions européennes et internationales pour tout ce qui relève de leur présence sur le territoire bruxellois. Concrètement, cela signifie que nous jouons un **rôle de guichet unique** pour toutes les demandes qui relèvent des compétences régionales, notamment en matière d'urbanisme, de sécurité, de mobilité et d'aménagement de l'espace public. Dans une perspective plus large, notre objectif est de renvoyer **une image positive** de notre Région, se positionner en tant que **ville à vocation internationale** et ainsi rivaliser avec la concurrence internationale.

1. Méthode

DIALOGUE POLITIQUE DE HAUT NIVEAU

Le CEOI organise, une à deux fois par an, un sommet politique réunissant le Gouvernement bruxellois (GRBC) et les plus hauts représentants des institutions européennes (UE).

Les dernières éditions de ce **Sommet GRBC-UE** présidé par le Commissaire du CEOI, les 24 janvier et 17 octobre 2017, ont réuni autour d'une même table les Ministres de la RBC (le Ministre-Président, le Ministre de la Mobilité, le Ministre des Relations Extérieures et la Ministre de l'Environnement) et les représentants des cinq institutions européennes (Commissaire, Vice-Présidents, Secrétaires généraux et Directeurs généraux).

Ces réunions sont l'occasion d'un **tour d'horizon** des différents projets que les institutions européennes planifient sur le territoire bruxellois, mais aussi des grands travaux de réaménagement que la RBC s'est engagée à réaliser, notamment dans le quartier européen.



Sommet GRBC-UE du 17 octobre 2017, délégation bruxelloise

Les **décisions** prises et les orientations choisies lors de ces sommets constituent la base du travail quotidien du CEOI : la mise en place de groupes de travail, les nouvelles collaborations entre institutions UE et administrations régionales et locales, les contacts et les échanges d'information pour essayer de résoudre certains défis liés à l'aménagement de l'espace public.

Depuis fin 2017, le **procès-verbal** de cette réunion, rédigé en trois langues (EN, FR, NL), est systématiquement inscrit à l'ordre du jour du Gouvernement de la RBC.

MISE EN PLACE DE GROUPES DE TRAVAIL

Pour traiter certaines questions spécifiques le plus efficacement possible, des groupes de travail sont organisés et coordonnés par la cellule liaison institutionnelle du CEOI. Ces groupes de travail permettent de réunir les interlocuteurs clés autour de dossiers spécifiques et techniques, d'entretenir un dialogue régulier et constructif entre les différentes parties prenantes et de construire des liens de confiance entre ces dernières. Ils sont mis en place suite aux décisions prises lors des Sommet GRBC-UE.



ACCOMPAGNEMENT PONCTUEL

La cellule liaison institutionnelle reçoit un certain nombre de demandes *ad hoc* des organisations internationales sur des thématiques variées (travaux de voiries obstruant le passage, dysfonctionnements d'équipements publics, mauvais entretien de parcs et d'espaces publics, etc.). Les accompagner dans leurs démarches vis-à-vis des autorités régionales et locales et favoriser la concertation entre les parties prenantes constitue une base essentielle du travail quotidien de la cellule.



DIALOGUE SUR L'AVENIR URBAIN

La cellule liaison institutionnelle maintient une attention particulière au développement du quartier européen et dialogue en ce sens avec tous les niveaux d'autorité compétents sur chaque projet : la Région, les communes les plus concernées par la présence des institutions sur leur territoire (Ville de Bruxelles, Ixelles et Etterbeek) et le gouvernement fédéral. Un échange permanent est entretenu à cet égard avec le Comité Interministériel pour la Politique de Siège (CIPS), et des rencontres régulières se tiennent avec le Collège du Bourgmestre et des Echevins de la Ville de Bruxelles concernant les projets immobiliers et de mobilité.

Maintenir ce dialogue est primordial pour favoriser la qualité de notre espace urbain et ainsi assurer le développement harmonieux du quartier européen, de la Région et de ses habitants.



ÉCHANGE PERMANENT D'INFORMATIONS

Etre à l'écoute de tous les acteurs qui œuvrent dans le quartier européen, stimuler de nouvelles collaborations entre les autorités bruxelloises et internationales et, surtout, favoriser les échanges d'information afin de résoudre certains défis liés à l'aménagement de l'espace public, font partie intégrante des activités de la cellule.

Le CEOI réalise des présentations et organise des sessions d'informations sur ses services et sur les enjeux qui y sont associés, comme ce fut notamment le cas lors d'une rencontre en juin 2017 avec le réseau des chefs des administrations des représentations permanentes installées à Bruxelles.

Notre savoir-faire

- Connaissance du système et du contexte institutionnel belge, européen et international
- Expertise dans les domaines de l'urbanisme, la mobilité, la sécurité et l'environnement
- Gestion de projet et méthodes de concertation
- Contacts privilégiés auprès des cabinets et administrations belges et des organisations internationales
- Equipe dynamique, plurilingue et polyvalente

Nos interlocuteurs privilégiés

- Les ministres bruxellois
- Les administrations et agences régionales
- Le Parlement bruxellois
- Les bourgmestres et échevins des communes bruxelloises
- Les services urbanisme, mobilité et aménagement du territoire des communes bruxelloises
- Le CIPS et les cabinets et administrations fédérales
- Les responsables politiques et administratifs des institutions européennes
- Les ambassades et missions diplomatiques
- Les représentations régionales et locales



Sommet GRBC-UE du 17 octobre 2017, délégation européenne

2. Groupes de travail

GROUPE DE TRAVAIL MOBILITÉ

Le groupe de travail sur les **déplacements travail-domicile**, un des premiers lancé lors de la création du CEOI, vise à analyser les dynamiques de mobilité autour des sites des institutions européennes pour en déterminer les points forts, les défis et les besoins. Dans le respect des clauses de confidentialité, une cartographie des lieux de résidence des employés des institutions européennes a été réalisée. Les temps de trajets «mode par mode» et la desserte en transport public des principaux bâtiments des institutions ont notamment été étudiés. Les résultats de cette étude aideront les institutions européennes à promouvoir une meilleure politique de mobilité, basée sur l'accessibilité objective de leurs bâtiments ; ils aideront aussi les sociétés de transports publics à améliorer leur offre sur base de la demande réelle et ils permettront enfin d'évaluer l'accessibilité des futurs sites censés accueillir l'implantation de nouveaux bureaux.



GROUPE DE TRAVAIL TOURISME

Le groupe de travail «Tourisme», coordonné en partenariat avec la cellule Europe de l'agence régionale du tourisme (visit.brussels) regroupe autour de la table les responsables des services visiteurs de chaque institution européenne. Ce groupe de travail a été mis en place pour pallier au manque de collaboration entre les institutions européennes et bruxelloises, mais également entre les institutions elles-mêmes, dans leurs efforts de **promotion du quartier européen** (pôle touristique important de la Région). Grâce à ce groupe de travail, les publications imprimées et en ligne de chaque institution proposent dorénavant des informations sur l'offre touristique des institutions voisines. Il a également donné lieu à la première journée de networking (*1st European Quarter Networking Event*) entre acteurs institutionnels, culturels, touristiques et commerciaux du quartier européen.



GROUPE DE TRAVAIL COBRACE

Suite au dernier Sommet GRBC-UE fin 2017, un nouveau groupe de travail sur le COBRACE (Code Bruxellois de l'air, du climat et de la maîtrise de l'énergie) a été lancé. Son objectif est d'étudier les **impacts de l'application du COBRACE** sur le nombre de places de parking des bâtiments de la Commission européenne dont le permis d'environnement arrive à expiration, afin qu'elle puisse les anticiper et s'y préparer. Ces travaux devraient également permettre à la Commission européenne de disposer de plus d'éléments pour planifier sa stratégie immobilière et logistique et, à la Région, d'avoir une vision plus claire de cette stratégie pour mieux accompagner les conséquences potentielles sur les quartiers considérés.

3. Problématiques traitées en 2017

Tout au long de l'année, le CEOI a suivi une série de dossiers importants et résolu des problèmes concrets.

Certains de ces dossiers sont d'une ampleur considérable, tant en matière de ressources déployées que de temps consacré. Leurs principales thématiques sont les suivantes :

AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS

La Région a réitéré son intention de redévelopper le quartier européen selon la vision esquissée par le Schéma Directeur de 2008 en plaçant le quartier dans les priorités du Plan Régional de Développement Durable (PRDD). La volonté de la Région d'augmenter la mixité fonctionnelle et la qualité de l'espace public du quartier européen se retrouve notamment dans le cahier de charges du projet de **réaménagement du Rond-point Schuman**, censé devenir un véritable espace public urbain contemporain. Le projet a été initié par le Ministre de la Mobilité et mis en œuvre par Bruxelles Mobilité (en tant que maître d'ouvrage dans le cadre des grandes rénovations) en concertation avec Beliris (équivalent au niveau fédéral) et le cabinet du Ministre-Président. Le CEOI a été présent durant tout le processus d'élaboration du projet en tant que membre du Comité d'avis (coordonné par le maître architecte de la RBC) qui a exprimé ses préférences parmi les avant-projets soumis par différentes équipes d'architectes-urbanistes.



Après de nombreux mois de négociation (notamment sur les procédures à suivre) et grâce à la médiation du CEOI, les travaux de la **Place Jean Rey** pour placer des câbles où peuvent se connecter les **véhicules de transmission satellite** des médias internationaux venus suivre les sommets européens ont enfin été réalisés.



ENVIRONNEMENT

En étroite collaboration avec le Cabinet de la Ministre de l'Environnement et son administration, le CEOI prête une attention particulière à l'**application du COBRACE** aux bâtiments de certaines institutions européennes pour mieux anticiper les procédures de renouvellement des permis d'environnement liés à ces derniers.

Le CEOI a également accompagné les discussions pour modifier un nombre limité de clauses prévues par le **permis d'environnement des bâtiments du Parlement européen**, afin que la situation d'exploitation réelle soit régularisée et que l'ouverture semi-publique d'un parking soit réalisable.

TOURISME

En novembre 2017, grâce à l'initiative du CEOI et de visit.brussels dans le cadre de leur coopération au sein du groupe de travail sur le tourisme, le **1st European Quarter Networking Event** a eu lieu. La journée a réuni au Musée du Cinquantenaire une série d'acteurs travaillant dans le domaine de l'offre culturelle et touristique du quartier européen : administrations publiques, représentants des institutions européennes, associations de guides, musées et théâtres, commerces, restaurants et hôtels, etc. sont venus présenter et discuter de projets de collaboration visant à promouvoir l'attractivité et la convivialité du quartier. Suite au succès rencontré par cet événement, un **Networking lunch** sera organisé au printemps 2018 pour faire le point sur l'avancement des projets proposés et renforcer ainsi les liens entre les acteurs clés du quartier.

SECURITÉ

Le CEOI est à l'origine du projet «**étude de sécurité dans le quartier européen**». Ce dernier vise, d'une part, à objectiver les menaces dans l'espace public du quartier européen et, d'autre part, à formuler des lignes directrices pour l'intégration de dispositifs de sécurité tout en maintenant un cadre urbain convivial. Le Bureau bruxellois de Planification (perspective.brussels), administration régionale en charge de l'aménagement du territoire, a confié cette étude à une équipe d'experts en sécurité et urbanisme qui ont consulté les différents acteurs impliqués. Tout au long de l'étude, ils ont régulièrement présenté les résultats de leur avancement au Comité d'accompagnement. A la conclusion de cette dernière (en 2017) et sous l'impulsion du CEOI, les résultats de ce travail ont été portés au Gouvernement régional afin d'arriver à la définition d'une stratégie en la matière.



Le CEOI a également accompagné les négociations entourant la **piétonisation du tronçon central de la rue Wiertz**. En attente d'une proposition d'aménagement définitif, une phase test de deux ans a été agréée par les communes concernées (Ville de Bruxelles et Ixelles), les services de Police et l'administration du Parlement européen. Il s'agit d'une véritable piétonisation avec un passage garanti aux vélos et personnes à mobilité réduite, ainsi qu'aux véhicules de secours et de police. Afin d'exclure tout risque de privatisation de la voirie, il n'existe aucune exception au passage en voiture pour les fonctionnaires ou les élus de l'institution.

Depuis 2015, le CEOI s'occupe aussi de la **sécurisation du tunnel interinstitutionnel** qui relie les principaux bâtiments des institutions européennes situés aux alentours du Rond-point Schuman. Après de nombreuses concertations techniques avec les services de sécurité des institutions européennes, Bruxelles Mobilité et le SIAMU (pompiers et services d'urgence), un premier dispositif de sécurité a été installé à un point stratégique du tunnel.

4 Représentations régionales et locales

Bruxelles est le berceau du lobbying régional et local : presque toutes les régions d'Europe et de très nombreuses autorités locales y ont établi une représentation. Ces représentations ont comme principaux objectifs de collecter des informations politiques sur l'Union européenne, renforcer le lien entre leur région et l'Union européenne, former des réseaux, influencer la politique de l'Union européenne et promouvoir leur région. Elles sont considérées comme des interlocuteurs à part entière, tant par les institutions européennes que par les représentations permanentes nationales.

En 1991, la RBC a créé une attestation destinée aux représentations régionales et locales établies sur le territoire bruxellois. Cette attestation est délivrée par le Ministre des Relations Extérieures. Par le passé, la gestion et l'octroi de ces attestations étaient pris en charge par le Bureau de Liaison Bruxelles-Europe. C'est aujourd'hui le CEOI qui s'en occupe.

Confirmation officielle de la présence d'une représentation régionale à Bruxelles, l'attestation se veut un moyen d'aider la représentation dans ses contacts avec les autorités régionales bruxelloises ou locales, avec certains prestataires de services (banques, opérateurs téléphoniques) et même avec les institutions européennes. Chaque année, le Ministre des Relations Extérieures délivre ce document «facilitateur» aux délégations officielles des villes, régions et réseaux à statut public qui en font la demande.

L'attestation reconnaît chaque entité en tant que représentant officiel de l'autorité demandeuse, mais n'implique aucune responsabilité juridique ou financière dans le chef de la Région de Bruxelles-Capitale. Ce sont aujourd'hui 235 représentations régionales et locales qui reçoivent cette attestation chaque année.

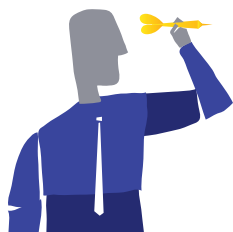




Expat Welcome Desk



L'Expat Welcome Desk (EWD) participe intégralement à la politique de siège mise en place par le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI)



1

MISSION

Faciliter l'accueil de la communauté internationale à Bruxelles en lui offrant un service d'assistance administrative personnalisé. Nous offrons des conseils pour tout problème pratique ou juridique pouvant survenir lors de votre arrivée ou au long de votre séjour.



5 RAISONS DE FAIRE APPEL À NOUS

1. Gratuité
2. Service public indépendant
3. Equipe plurilingue (FR, NL, EN)
4. Guichet unique
5. En lien direct avec les administrations locales, régionales et fédérales



4 MOYENS POUR VOUS AIDER

- > Par téléphone : +32 (0)2 430 66 00
- > Par e-mail : info@commissioner.brussels
- > Notre site web : www.commissioner.brussels
- > Demandez un rendez-vous

Notre savoir-faire

- Plus de 25 ans d'expérience au service de la communauté internationale à Bruxelles
- Connaissance globale et approfondie des matières liées aux fonctionnaires européens
- Expertise liée aux Privilèges et Immunités de l'Union européenne
- Contacts privilégiés auprès des administrations belges et des institutions européennes
- Equipe dynamique et plurilingue

Nos contacts privilégiés

- Les services du personnel de toutes les institutions européennes
- Le service des ressources humaines de l'OTAN
- Le Bureau du Secrétaire général des Ecoles européennes
- Les services des étrangers et population des 19 communes bruxelloises
- Les échevins et bourgmestres des 19 communes bruxelloises
- Bruxelles Economie et Emploi
- Le Comité Interministériel pour la Politique de Siège
- Le SPF Affaires étrangères
- Le SPF Finances
- L'Office des Etrangers
- Le Syndicat des locataires

Notre équipe plurilingue

2 BUREAUX

- **Siège principal** : Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles
- **Antenne au Parlement européen** : ASP – Bureau 00H160

3 MEMBRES DE L'EQUIPE

- **Amélie BOVY**, conseillère juridique
- **Hélène JACUB**, assistante au siège principal
- **Annick DE BLESER**, assistante au Parlement européen

Notre antenne au sein du Parlement européen nous positionne comme l'interlocuteur clé pour l'accueil et l'écoute de ses membres : députés, fonctionnaires, assistants parlementaires, contractuels, stagiaires, etc. Cette proximité permet de renforcer les liens entre le CEOI et le Parlement européen.

1. Méthode

L'EWD INFORME

L'EWD a comme première vocation de répondre à toutes les questions des personnes issues de la communauté internationale liées à leur installation et leur séjour à Bruxelles. L'EWD offre à ses visiteurs des conseils personnalisés par e-mail, par téléphone, mais aussi lors de rendez-vous. Il s'agit d'un service indépendant et gratuit, donné en trois langues (EN, FR, NL). Les sujets traités sont variés et portent principalement sur les matières suivantes : le logement, l'inscription et le séjour, les taxes et les impôts (plus de détails dans la partie «statistiques»).



Notre priorité est d'être accessible et à l'écoute des nouveaux arrivants à Bruxelles souvent perdus face à la complexité des démarches administratives et règles en vigueur dans notre pays. Notre mission principale est de fournir une information correcte, claire et précise, dans une langue internationale comme l'anglais et dans le laps de temps le plus court possible.

Par ailleurs, l'EWD rédige mensuellement un article portant sur un sujet pratique destiné à informer la communauté internationale. Cet article est diffusé dans la newsletter *be expat be.brussels* (voir point 4) et est également accessible sur notre site web dans la rubrique «news».

L'EWD CONSEILLE

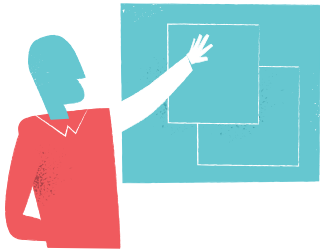


L'EWD analyse au cas par cas les dossiers complexes qui nécessitent souvent une heure de consultation avec le visiteur. En fonction de divers éléments liés à la personne (comme sa nationalité, le but de son séjour en Belgique, sa situation familiale, etc.) l'EWD prend le temps d'analyser les différentes pistes possibles pour qu'elle puisse s'inscrire à la commune, travailler, signer un contrat de location, etc. C'est donc un véritable travail de consultance qui est réalisé par notre équipe.

L'EWD SOLUTIONNE

Certains «expats» se retrouvent parfois face à des difficultés administratives liées soit à leur méconnaissance du français ou du néerlandais, soit à leur situation particulière parfois complexe à analyser (diplomate, fonctionnaire européen, travailleur détaché, conjoint d'une de ces personnes, etc.). Mauvaise compréhension d'un courrier provenant d'une administration belge, absence de réaction dans les temps indiqués, non suivi de rappels de paiement...tout ceci peut entraîner des blocages dans les dossiers des expats que l'EWD tente de résoudre en prenant directement contact avec la bonne administration.



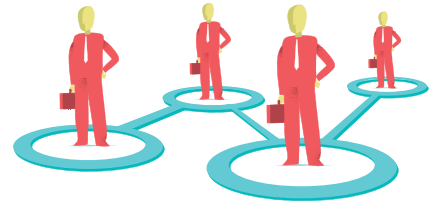


L'EWD ORGANISE

L'EWD organise tout au long de l'année des séminaires et sessions d'information au profit de groupes cibles : fonctionnaires et stagiaires des institutions européennes ou organisations internationales, conjoints de fonctionnaires européens, diplomates...en résumé, la communauté internationale au sens large. Pour les séminaires, les sujets varient en fonction du public et des questions qui nous sont fréquemment posées. Certains séminaires sont animés par l'EWD, d'autres sont présentés par des spécialistes. Lors des sessions d'information, l'EWD (en collaboration avec visit.brussels) donne des présentations interactives personnalisées pour chaque groupe cible.

L'EWD RASSEMBLE

L'EWD met régulièrement en relation, lors de réunions de travail, les membres du service du personnel des institutions européennes avec l'Office des étrangers, les 19 communes bruxelloises, le SPF Affaires étrangères (Direction Protocole) et le Comité Interministériel pour la Politique de Siège (CIPS). Ces réunions sont l'occasion d'aborder les différentes problématiques rencontrées par les fonctionnaires européens lors de leur installation et séjour à Bruxelles et de discuter des éventuelles solutions qui pourraient être mises en place.



L'EWD SENSIBILISE

L'EWD relaye aux autorités régionales, communales et fédérales tous les problèmes ou incohérences constatés dans certaines procédures administratives qui touchent les fonctionnaires européens afin d'y apporter une solution. Citons par exemple : la problématique de l'acquisition de la nationalité belge par les fonctionnaires européens, l'obtention de visas D pour les stagiaires non UE des institutions européennes, les envois erronés de déclarations fiscales aux fonctionnaires européens bénéficiant de l'exception de domicile fiscal, etc.



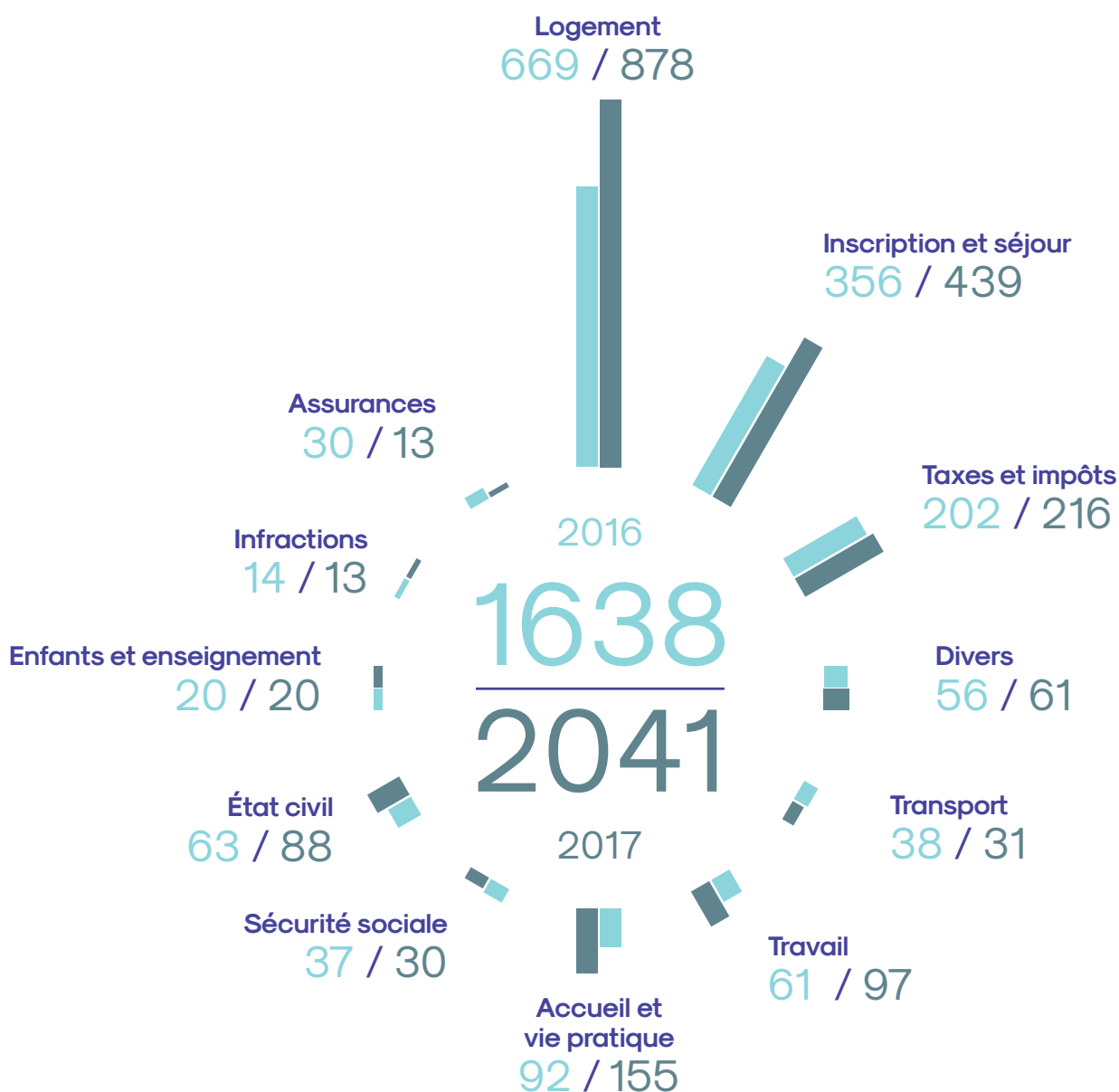
L'EWD RENVOIE UNE IMAGE POSITIVE DE BRUXELLES

Il est évident qu'un accueil qualitatif et personnalisé de la communauté internationale grandissante à Bruxelles contribue à renvoyer une image positive de notre Région. Une personne qui a pu recevoir l'aide nécessaire en temps utile durant son séjour à Bruxelles en gardera une bonne expérience et sera, de ce fait, un excellent ambassadeur de notre Région à l'étranger. Ce service d'accueil et d'assistance administrative proposé par notre EWD est donc particulièrement apprécié par les «expats» qui saluent vivement cette belle initiative du gouvernement bruxellois.

2. Dossiers traités en 2017

2.1 Statistiques

Nombre de dossiers de l'EWD par thème, sur une période de deux ans (2016 et 2017) :



Top 3 des questions traitées en 2017 en comparaison avec 2016

LOGEMENT



- 360 relectures de baux
- 192 litiges
- 174 recherche de logements



- 237 relectures de baux
- 183 litiges
- 112 ruptures de baux

INSCRIPTION ET SÉJOUR



- 317 inscriptions à la commune
- 52 demandes de visas
- 37 cartes d'identité spéciales



- 242 inscriptions à la commune
- 31 demandes de visas
- 30 demandes de regroupement familial

TAXES ET IMPÔTS



- 198 impôts (personne physique, déclaration fiscale)
- 8 taxe de seconde résidence
- 5 taxe d'immatriculation



- 150 impôts (personne physique, déclaration fiscale)
- 31 taxe régionale
- 13 taxe de seconde résidence

A la demande du CIPS, l'EWD est intervenu auprès de Bruxelles Economie et Emploi afin d'accélérer les procédures d'obtention de plusieurs permis de travail introduites par l'OTAN pour des contractants externes dans le cadre de l'emménagement dans son nouveau Quartier général.

2.2 Cas pratiques

LOGEMENT

Un stagiaire du Parlement européen nous contacte car il est sur le point de signer un contrat de location pour la durée de son stage à Bruxelles. Le propriétaire lui propose de conclure un bail d'une durée de 9 ans mais le stagiaire se demande si ce type de contrat est légal.



La vérification du contrat de bail est un travail quotidien qui se réalise au sein de notre EWD et nécessite un grand investissement de la part de notre équipe. De manière systématique, le bail est entièrement relu par l'assistant administratif. Certains problèmes sont même anticipés et expliqués à la personne afin de l'encadrer au mieux avant qu'elle ne prenne la décision de signer le contrat.

INSCRIPTION ET SÉJOUR

Un ressortissant français travaille à la Commission européenne et nous interroge sur les démarches à effectuer en vue de l'obtention d'un titre de séjour belge. Quand doit-il s'inscrire ? Quels documents doit-il apporter ?



L'inscription à la commune apparaît toujours comme une démarche compliquée. En effet, non seulement la procédure prend plusieurs mois, mais les pratiques et délais diffèrent d'une commune à l'autre, ce qui n'est pas facile à comprendre pour les personnes étrangères et les positionnent parfois dans des situations délicates qui ralentissent certaines démarches (ouverture d'un compte en banque, recherche de travail pour le conjoint, inscription auprès d'une mutuelle).

TAXES ET IMPÔTS

Une fonctionnaire espagnole au Conseil de l'Union européenne a reçu une déclaration fiscale de son bureau local de taxation et ne comprend pas ce qu'elle doit en faire.



En matière de taxation, le personnel des institutions européennes est soumis à des règles particulières en vertu du Protocole sur les Privilèges et Immunités de l'Union européenne. Les fonctionnaires ayant leur domicile fiscal dans un autre Etat membre que la Belgique doivent renvoyer la déclaration non pas au centre de scanning, mais bien à leur bureau local de taxation en y joignant l'attestation d'exemption d'impôts nationaux sur la rémunération rédigée à cet effet par leur institution. De la sorte, ils ne recevront plus la déclaration fiscale les années suivantes.

TRAVAIL

Un jeune étudiant américain termine un master en France dans le cadre de ses études et a une opportunité de réaliser un stage de fin d'études au sein d'une entreprise belge. Il nous contacte afin de savoir s'il a besoin d'un permis de travail belge.



Un étudiant non européen qui étudie dans un pays de l'UE et qui réalise un stage obligatoire en Belgique pour les besoins de ses études est dispensé de permis de travail.

2.3 Témoignages



Julien
FRANCE

«L'Expat Welcome Desk a toujours répondu vite et efficacement aux questions liées à notre séjour à Bruxelles. Lors de la négociation de notre bail, nous étions à la recherche d'informations sur les formules de location et sur la manière de procéder. L'équipe de l'Expat Welcome Desk a été d'une aide précieuse et nous a aidés à finaliser notre dossier. Ils sont professionnels et charmants. Nous recommandons vivement aux nouveaux arrivants à Bruxelles de s'adresser à ce service.»



Laura
ÉTATS-UNIS

«En tant que ressortissante d'un pays tiers et stagiaire dans une des institutions de l'UE, les procédures d'obtention du visa étaient compliquées. Après avoir été confrontée à des informations conflictuelles provenant de diverses sources, vous m'avez fourni toutes les clarifications nécessaires et vous avez été formidables tout au long de la procédure. Grâce à vos conseils, j'ai pu introduire ma demande en bonne et due forme et j'ai obtenu mon visa, ce qui m'a permis de commencer mon stage ! L'aide que vous fournissez à présent est encore plus incroyable puisque vous me guidez dans le carcan administratif pour l'obtention d'un permis de travail et d'un titre de séjour à l'issue de mon stage. Cette aide m'est tellement précieuse. Je vous suis très reconnaissante pour votre aide inestimable.»



Zampia

GRÈCE

« J'ai eu recours deux fois à l'Expat Welcome Desk : d'abord en matière de taxation immobilière et ensuite pour une question d'impôt sur le revenu. Dans les deux cas, le guichet d'accueil a réagi rapidement et m'a fourni à la fois des conseils précieux qui m'ont permis de mieux comprendre le sujet mais aussi une assistance administrative en prenant contact directement avec les autorités belges. En tant que fonctionnaire européenne établie depuis peu à Bruxelles, je considère que l'Expat Welcome Desk est mon premier point de contact pour tout ce qui concerne mes relations avec les autorités publiques à Bruxelles. »



Michele

CROATIE

« Merci beaucoup pour votre aide et votre appel d'aujourd'hui dans le cadre du suivi de mon dossier. Malgré le fait que je réside ici depuis 3 ans, je trouve décourageant d'être confrontée à un système administratif que l'on ne connaît pas. Je suis tellement heureuse d'avoir trouvé votre guichet d'accueil. Vous m'avez été d'un réel secours et vous êtes tout ce dont peut rêver un expat ou un nouvel arrivant. »



Anna

ROYAUME-UNI

« Mille mercis de m'avoir envoyé les détails sur les diverses options qui s'offrent à moi pour améliorer mes aptitudes linguistiques en français en vue d'introduire ma demande d'acquisition de la nationalité belge. J'ai hâte d'entamer mes formations ! »



Une politique de siège

Liaison institutionnelle

Expat Welcome Desk

Le CEOI et le Brexit

Le CEOI

3 Réunions et problématiques

3.1 Acquisition de la nationalité belge par les fonctionnaires européens

Depuis l'annonce du Brexit en 2016, nous avons constaté une augmentation considérable du nombre de questions traitées relatives à l'acquisition de la nationalité belge.



Au long de l'année 2017, le CEOI a une nouvelle fois été régulièrement sollicité par des fonctionnaires européens, notamment britanniques, souhaitant acquérir la nationalité belge.

En effet, plusieurs problèmes continuent à se poser pour les fonctionnaires européens, ainsi que leurs enfants, désireux d'obtenir la nationalité belge :



Les cartes d'identité spéciales (CIS) délivrées par le SPF Affaires étrangères ne sont pas reconnues comme séjour légal au sens du Code de la nationalité, rendant de ce fait impossible l'obtention de la nationalité belge pour un fonctionnaire européen ; certaines communes déclarent même non-recevable le dossier d'un demandeur en possession d'une CIS, au motif que le demandeur ne remplit pas la condition de séjour légal sur le territoire belge. En refusant ainsi d'introduire le dossier au Parquet, la commune ne laisse aucune chance au Tribunal d'émettre une décision différente.



Les enfants des fonctionnaires européens titulaires d'une CIS, sont également concernés par la question. Ces enfants sont, pour la plupart, nés et scolarisés en Belgique, totalement intégrés dans notre société et souhaitent rester vivre ici. Durant leur minorité, ils n'ont pas eu le choix de choisir une carte de la commune étant donné que leurs parents étaient détenteurs d'une CIS.



Les journées de travail des fonctionnaires européens ne sont pas assimilées à des journées de travail soumises à la sécurité sociale belge, avec comme conséquence qu'ils ne peuvent pas remplir le critère de participation économique dans le cadre de la procédure «courte» (5 ans) d'acquisition de la nationalité belge.

Bien conscient de cette problématique depuis 2016, le CEOI a eu l'occasion, au long de l'année 2017, de prendre contact avec différents acteurs concernés par le sujet :



LES AUTORITÉS RÉGIONALES ET FÉDÉRALES : un courrier a été adressé au Ministre de la Justice pour relayer le problème de reconnaissance de la CIS comme séjour légal afin d'obtenir la nationalité belge. Nous avons également souligné à la Région l'existence d'une disparité entre les communes dans la façon de gérer les dossiers d'acquisition de nationalité belge des fonctionnaires européens.



LES COMMUNES BRUXELLOISES : durant l'année 2017, nous avons constaté que certaines communes bruxelloises avaient mis en place un système de «décharge de responsabilité» afin que le demandeur titulaire d'une CIS puisse tout de même introduire son dossier au Parquet.



LES AUTRES ACTEURS : nous travaillons également en étroite collaboration avec divers experts en la matière (l'asbl Objectif, cabinets d'avocats spécialisés dans le domaine, etc.) qui suivent de près l'évolution de la jurisprudence favorable à la reconnaissance de la CIS comme séjour légal au sens du code de la nationalité belge.

En 2017, le CEOI a réalisé plusieurs présentations sur le thème de l'acquisition de la nationalité belge :

- Rencontre des fonctionnaires britanniques du Comité des Régions - **01/02/2017**
- Deux séminaires donnés à la *Brussels British Community Association* (BBCA) portant sur les possibilités d'obtenir la nationalité belge et les obstacles rencontrés - **23/05/2017 et 25/10/2017**
- Séminaire organisé par le CEOI sur le thème de l'acquisition de la nationalité belge, en collaboration avec l'asbl Objectif - **28/06/2017**
- Séminaire organisé par le cabinet d'avocats Fragomen sur les conséquences du Brexit pour les ressortissants britanniques titulaires d'une CIS - **01/09/2017**



3.2 Réunion avec le GTI 19 (26/04/2017)

Le Groupe de Travail Intercommunal (GTI 19) est composé des responsables des services de la population des 19 communes bruxelloises et se réunit une fois par mois sur différents thèmes et problématiques liés à l'état civil ou au service de la population (inscription au registre national, élections communales, mariage, nationalité, etc.).

Suite à la journée de formation des agents communaux organisée par le CEOI en 2016, ce dernier a jugé utile de réunir le GTI 19 en vue de rappeler les missions de notre bureau mais également aborder plusieurs problématiques :

- disparité d'interprétation entre les communes quant à l'introduction des dossiers de nationalité par les fonctionnaires européens ;
- le transfert futur au SPF Affaires étrangères de la gestion de l'inscription de certains étrangers titulaires d'une CIS ;
- l'accueil des professeurs/chercheurs/étudiants internationaux.

3.3 Réunion sur le fonctionnement de l'antenne décentralisée de la Ville de Bruxelles au PE (23/03/2017)

En place depuis 2015, l'antenne décentralisée de la Ville de Bruxelles dans notre bureau au Parlement européen (PE) connaît un réel succès. L'idée est de délocaliser un agent communal ponctuellement au PE afin de permettre aux fonctionnaires européens de s'inscrire et réaliser certaines démarches administratives (certificat de résidence, commande et retrait de carte d'identité, etc.) sans devoir se rendre au service des étrangers qui, dans le cas de la Ville de Bruxelles, connaît des problèmes de surcharge.

A la demande des responsables des bureaux d'accueil des différentes institutions, une réunion a été organisée avec la Directrice des Affaires citoyennes de la Ville de Bruxelles pour faire le bilan sur le fonctionnement de cette antenne décentralisée. Tous les participants ont souligné l'importance de maintenir ce service. Néanmoins, certaines petites améliorations pourraient être réalisées, par exemple dans l'organisation des rendez-vous, la mise en place d'un point de contact en cas d'absence du fonctionnaire communal et l'élargissement des services proposés. Une réunion annuelle de ce type sera organisée à l'initiative du CEOI.



3.4 Réunion pour une étude statistique sur l'emploi à Bruxelles (09/03/2017)

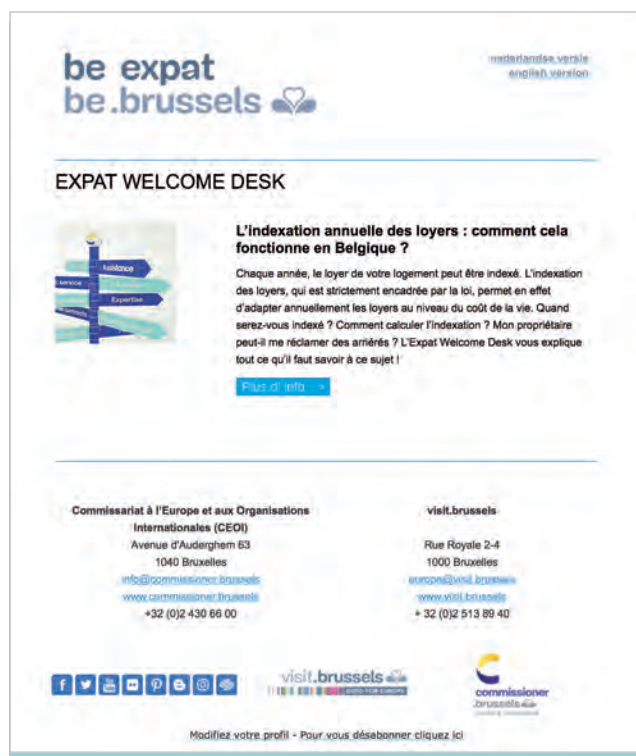
L'IBSA, l'Institut Bruxellois de Statistique et d'Analyse (perspective.brussels), a mené une étude en vue d'améliorer la précision des statistiques d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale (RBC) en cartographiant l'emploi international, notamment celui exempté des cotisations ONSS. Comme ce segment de la population n'est actuellement pas repris dans les statistiques sur le marché du travail alors qu'une grande partie de ces travailleurs sont pourtant repris dans le registre national, les statistiques donnent une image faussée de la réalité. Ces personnes sont en effet classées dans la catégorie des inactifs, ce qui entraîne une surestimation du taux de chômage en RBC.



Pour aider l'IBSA, le CEOI a entrepris les contacts préliminaires avec les cinq institutions européennes qui représentent les plus importants employeurs internationaux de la Région, ainsi que plusieurs autres organisations internationales. Il a organisé une séance d'information destinée à l'ensemble des parties prenantes et a obtenu leur accord de principe pour participer à l'étude et communiquer les informations statistiques demandées par l'IBSA concernant les travailleurs qu'elles emploient.

4 Newsletter be expat be.brussels

La newsletter mensuelle trilingue (EN, NL, FR) **be expat be.brussels** de visit.brussels (l'agence bruxelloise du tourisme) consacre chaque mois un article à l'EWD dédié aux aspects «administratifs» de la vie à Bruxelles. Cette newsletter est destinée aux expatriés et envoyée à plus de 12 500 personnes. Le personnel du Parlement européen et les députés la reçoivent directement via l'intranet grâce à notre antenne en son sein.



Les articles rédigés par l'EWD en 2017 :

- Du nouveau dans le tri de vos déchets !
- Quelques changements en vigueur pour 2017 !
- Achat immobilier : par où commencer ?
- Garantie légale : quels sont vos droits ?
- L'édition 2017-2018 du guide «Expats in Brussels» !
- Déclaration fiscale belge : comment ça marche ?
- Comment trouver un milieu d'accueil pour votre enfant ?
- Les charges locatives quand on loue un appartement !
- L'immatriculation de votre véhicule !
- Remboursement des soins de santé !
- L'indexation annuelle des loyers !

5. Séminaires

En fonction des demandes qui nous parviennent, l'EWD organise divers séminaires en anglais sur des thèmes précis à l'intention de groupes cibles. Ces séminaires sont animés par des spécialistes auxquels l'EWD fait appel afin de préparer au mieux les sujets abordés. Les séminaires sont organisés dans les locaux du CEOI, au cœur du quartier européen, lieu stratégique pour notre public cible.

«*Job Coaching*»

14/03/2017

Cet évènement a été organisé, pour la première fois, en collaboration avec l'Ambassade d'Allemagne et la Représentation permanente allemande. Vu l'intérêt que portent de nombreux conjoints de diplomates dans la recherche d'un travail durant la mission de leur partenaire en Belgique, nous avons organisé une séance d'information sur le thème de l'emploi avec une approche ciblée vers un public «expats».

Dirk BREMKAMP, expatrié depuis de nombreuses années à Bruxelles et spécialisé dans le job coaching d'expats, a réalisé un exposé abordant diverses thématiques (marché de l'emploi en Belgique, contrats de travail, statut d'indépendant, comment trouver un emploi, etc.).



«*Networking Meetings of Diplomatic Liaison Personnel in Brussels*»

10/05/2017 et 19/10/2017

Organisées à l'initiative de l'Ambassade d'Allemagne et la Représentation permanente allemande en collaboration avec le CEOI, ces réunions regroupent les «*family officers*» de différentes ambassades dont le rôle est d'accueillir les nouveaux membres du personnel et leur famille. Deux réunions ont été organisées en 2017 dans les locaux du CEOI (portant sur la TVA, les mutuelles, les garanties locatives, etc.).

«How to fill in your annual tax return?»

30/05/2017

Comme l'an passé, l'EWD a organisé un séminaire sur le thème : «Comment remplir votre déclaration fiscale belge ?». Plusieurs sujets ont été abordés : quels impôts sont prélevés sur votre salaire ? Qu'est-ce que la *fiche 281.10* ? Comment déclarer les revenus étrangers ? Un bref exposé sur la notion de salaire (brut-net) et les avantages en nature a également été présenté.



«How to acquire Belgian citizenship?»

23/06/2017

Vu l'augmentation considérable du nombre de questions traitées par l'EWD relatives à l'acquisition de la nationalité belge, nous avons jugé opportun d'organiser, en collaboration avec l'asbl Objectif, un séminaire sur le sujet. A l'ordre du jour : les différentes procédures permettant d'obtenir la nationalité, les conditions générales et spécifiques, les documents à rassembler lors de l'introduction d'un dossier, la situation des fonctionnaires européens détenteurs de la CIS, etc. Des cas pratiques ont également été examinés et de nombreuses questions ont été soulevées.

«Access to Belgium healthcare and incapacity compensation»

07/12/2017

Pour la première fois, nous avons organisé un séminaire avec l'INAMI (Institut national d'assurance maladie-invalidité) sur le thème de «l'Assurance soins de santé et indemnités en cas d'incapacité de travail». Différents sujets pertinents pour les expats ont été présentés : comment s'assurer, le rôle d'une mutuelle, le remboursement des soins de santé, les règles européennes, etc.



6 Sessions d'information

Tout au long de l'année, l'EWD prend part à des sessions d'informations destinées à la communauté internationale et y réalise des présentations interactives personnalisées pour chaque groupe cible (une partie culturelle par visit.brussels et une partie administrative par l'EWD). Des «welcome packs», contenant notamment notre dépliant «settle down guide», sont également distribués par visit.brussels.

Accueil des stagiaires des institutions européennes

Chaque année, près de 2000 stagiaires (officiels) viennent à Bruxelles pour travailler au sein des différentes institutions européennes. Ces dernières organisent deux sessions d'accueil de stagiaires par an (février/mars et septembre/octobre), auxquelles participe activement l'EWD.



University of Kent
11/01/2017 et 20/09/2017

Deux sessions d'information ont été données aux étudiants de l'*University of Kent* en 2017.



Accueil des stagiaires de l'OTAN

18/09/2017

Pour la première fois, nous avons été invités par l'OTAN afin d'accueillir leurs stagiaires.

Les organisateurs souhaitent continuer cette collaboration lors des futures sessions d'accueil.

«Info Day» à la Commission européenne

15/03/2017

Organisé au Berlaymont (Piazza) par le bureau d'accueil de la Commission européenne, l'*Info Day* est une journée d'information dédiée aux nouveaux arrivants lors de laquelle de nombreux stands sont présents : services internes de la Commission (PMO, écoles, etc.), associations d'expatriés, plusieurs communes et institutions bruxelloises, etc. À la demande de la Commission européenne, c'est le CEOI qui se charge d'inviter les 19 communes bruxelloises à l'évènement.

«Coffee morning» pour les conjoints des fonctionnaires

23/06/2017, 27/06/2017, 05/12/2017

Le Parlement européen et la Commission européenne organisent, une à deux fois par an, des sessions d'information ciblées pour les conjoints et partenaires des nouveaux fonctionnaires et agents auxquelles l'EWD est associé. Les sujets récurrents traités lors de ces sessions portent sur l'inscription à la commune, la carte d'identité spéciale et la recherche d'un travail.



En 2017, le Bureau du Secrétaire général des Ecoles européennes a exprimé son intérêt d'organiser, dans le futur, des sessions d'informations à l'intention de son personnel.



Le CEOI et le Brexit



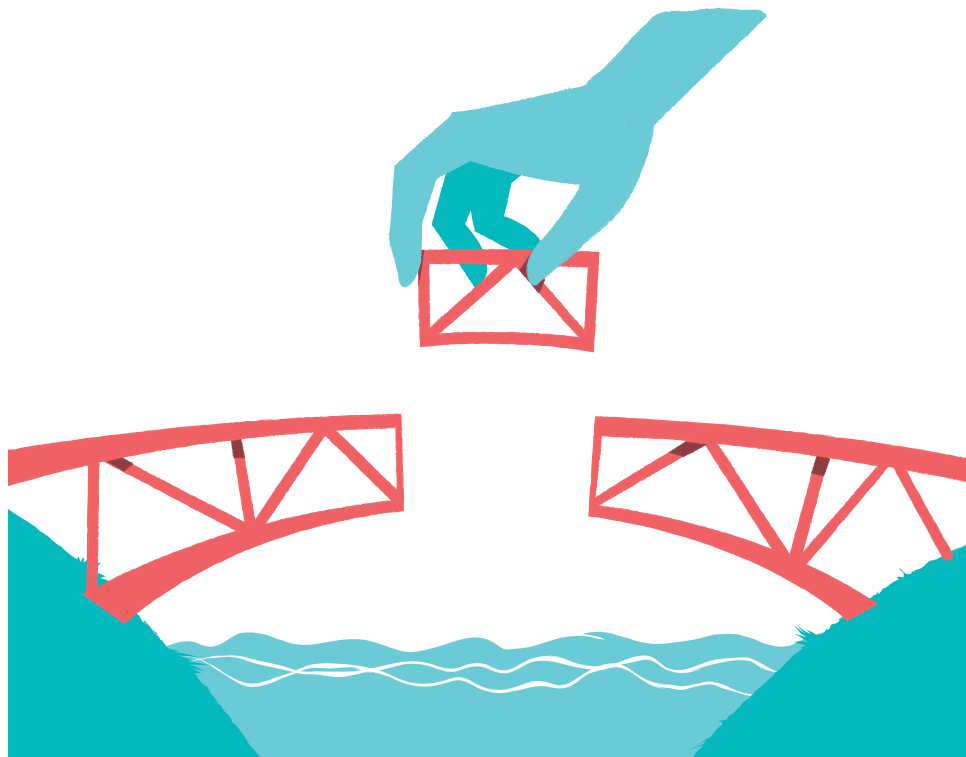
Le 23 juin 2016, le Royaume-Uni a décidé par référendum de sortir de l'Union européenne. Dès le début des négociations sur le Brexit, le 19 juin 2017, les deux parties se sont accordées sur la mise en place d'une procédure phasée, les discussions initiales portant uniquement sur les conditions du retrait britannique. À l'issue de cette procédure, le Royaume-Uni cessera d'être membre de l'UE à partir du 29 mars 2019.

Sur le plan institutionnel, le Brexit aura évidemment un impact sur les institutions européennes et l'effectif des fonctionnaires britanniques au sein de ces dernières devrait commencer à diminuer. Aujourd'hui, la Commission européenne emploie environ 1125 Britanniques sur 30 000 agents, soit 3,8%. Le Parlement européen emploie quant à lui 289 fonctionnaires britanniques¹. Avec le Brexit, le Commissaire européen britannique perdra son poste et les sièges des 73 élus britanniques du Parlement européen seront redistribués entre les États membres.

¹ Chiffres 2015/6.

L'enjeu économique est considérable pour la Belgique et surtout pour la Flandre où sont localisés la majorité des 120 000 emplois dans notre pays qui dépendent des échanges commerciaux avec le Royaume-Uni. ING prévoit à cet égard une diminution de 0,5% du PIB, soit 2,1 milliards d'euros, ce qui serait supérieur à la moyenne européenne.

Pour la Région de Bruxelles-Capitale (RBC), les dommages économiques collatéraux seront sans doute moins graves et le Brexit pourrait même offrir des opportunités. En effet, il n'est pas impensable que les lobbies britanniques présents à Bruxelles se développent et que certains secteurs comme les assurances, les banques et l'audiovisuel transfèrent leurs activités ici. Le gouvernement bruxellois a d'ailleurs résumé ses priorités politiques dans un plan d'action concret axé sur la prospection active par Bruxelles Invest & Export et sur des campagnes de promotion au Royaume-Uni. Un projet de hub destiné aux associations internationales a également été mis sur pied en collaboration avec l'«Association Bureau» de visit.brussels ; ce hub ouvrira ses portes en 2018 dans les locaux rénovés de l'Orangerie du Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI). Cette plateforme unique permettra aux startups britanniques et aux autres startups internationales de déployer leurs activités en plein quartier européen.



1. Le Brexit et l'Expat Welcome Desk

L'implication de l'Expat Welcome Desk (EWD) du CEOI dans le dossier du Brexit concerne surtout les expatriés et les fonctionnaires britanniques qui se sont installés en RBC.

Il est peu vraisemblable que l'on assiste à un exode des 27 835 expatriés britanniques installés dans notre pays, dont environ 8500 habitent en Région bruxelloise. L'EWD constate à ce propos que de nombreux résidents britanniques à Bruxelles traversent une période de grande incertitude. En effet, ce que beaucoup d'entre eux souhaitent avant tout, c'est de pouvoir continuer à vivre et travailler dans notre ville où ils ont bâti leur vie tant familiale que professionnelle. Bien que les négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne semblent avoir comme priorité de dégager des solutions satisfaisantes en ce qui concerne le maintien réciproque des droits des citoyens, un grand nombre de questions dans les domaines des soins de santé, de l'enseignement, des impôts, des pensions et du droit de séjour restent toujours sans réponse.

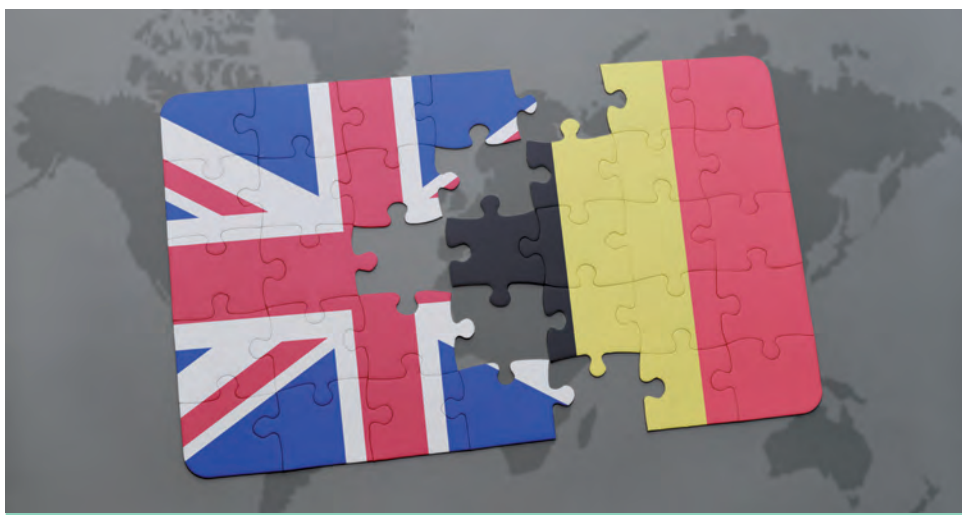
Durant l'année écoulée, l'EWD s'est efforcé de répondre à grand nombre de questions individuelles sur ces sujets. Nous avons également été régulièrement consultés à propos de l'acquisition de la nationalité belge. En effet, il s'agit d'une piste intéressante pour les ressortissants britanniques étant donné que notre pays accepte la double nationalité, ce qui n'est pas le cas de beaucoup d'autres États membres.



2. Le Brexit et l'acquisition de la nationalité belge

Malgré la récente réforme du Code de la nationalité belge, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013, l'acquisition de la nationalité belge reste une procédure complexe dans laquelle interviennent plusieurs niveaux administratifs et qui nécessite, selon la procédure choisie, que le demandeur remplisse certains critères en matière de séjour, de participation économique et d'intégration.

Depuis le Brexit, le CEOI a été contacté à plusieurs reprises par les institutions européennes à propos de l'acquisition de la nationalité belge par des fonctionnaires européens britanniques (mais pas uniquement), démarche à laquelle notre législation belge n'est pas bien adaptée.



Les fonctionnaires européens de nationalité britannique craignent de devoir quitter les institutions à terme car, une fois que le Royaume-Uni sera sorti de l'Union européenne, ils n'auront plus la nationalité d'un État membre de l'Union. Comme la plupart d'entre eux vivent ici avec leur famille depuis de nombreuses années, ils sont nombreux à envisager de demander la nationalité belge. Cependant, la législation belge les prive de cette possibilité à court terme. Le problème tient au fait que la carte d'identité spéciale (CIS), délivrée par la Direction du Protocole du SPF Affaires étrangères aux agents des institutions européennes établies en Belgique, n'est pas reconnue comme preuve de séjour légal au sens du Code de la nationalité belge, tant pour la procédure courte (5 ans) que pour la procédure longue (10 ans).

La loi du 4 décembre 2012 a réduit le nombre élevé de procédures d'acquisition de la nationalité belge en les ramenant à quatre procédures :

- 1/** *La déclaration de nationalité d'un étranger né en Belgique ;*
- 2/** *La procédure courte de déclaration de nationalité après cinq années de séjour légal :*
 - assorti d'une intégration sociale et d'une participation économique ;
 - assorti d'une intégration sociale pour l'étranger qui est marié avec une personne de nationalité belge, si les époux ont vécu ensemble en Belgique pendant au moins trois ans, ou est le parent d'un enfant belge mineur ou mineur non émancipé ;
 - pour les personnes handicapées, invalides ou ayant atteint l'âge d'admission à la pension.
- 3/** *La procédure longue de déclaration de nationalité après dix années de séjour légal ;*
- 4/** *La naturalisation dans des cas exceptionnels lorsque l'on peut justifier des mérites exceptionnels pouvant apporter une contribution particulière au rayonnement international de la Belgique, et pour les apatrides.*

Les fonctionnaires européens britanniques, et par extension tous les fonctionnaires de l'Union européenne, ne sont en général admissibles que pour la procédure longue, ce qui suppose de disposer d'un titre de séjour délivré dans leur commune de résidence (carte E, E+) depuis 10 ans (la CIS n'étant pas prise en compte dans cette procédure).

En effet, compte tenu de leur statut juridique particulier, qui est régi par le statut des fonctionnaires des Communautés européennes ainsi que par le Protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes du 8 avril 1965 en application duquel une CIS est octroyée aux fonctionnaires européens, leur séjour n'est pas reconnu comme une forme de séjour durable par le législateur belge. Cette règle est évidemment en porte-à-faux avec la réalité puisque la plupart des fonctionnaires européens travaillent ici depuis des décennies et choisissent de passer leur retraite dans notre pays.

Le CEOI a déjà plaidé à plusieurs reprises devant les instances compétentes pour que soit envisagée une modification de l'arrêté royal afin que la durée de séjour sous le couvert d'une CIS puisse être prise en compte en vue de l'acquisition de la nationalité belge.

Dans le cadre de la procédure «courte» (demande après cinq années de séjour légal – art. 12bis, § 1^{er}, 2^o, du Code de la nationalité belge), un fonctionnaire européen devrait en plus fournir la preuve de son intégration sociale et de sa participation économique en justifiant d'avoir travaillé en Belgique un certain temps. Cependant, le législateur ne tient compte à cet effet que des jours de travail soumis au régime de sécurité sociale belge, ce qui exclut les fonctionnaires européens qui contribuent pourtant au budget communautaire et à la prospérité économique de notre capitale.

Le CEOI a pris plusieurs initiatives en 2017 pour aborder ce problème avec les autorités fédérales compétentes. Par ailleurs, l'EWD a également joué un rôle clé dans plusieurs dossiers déclarés non-recevables dans certaines communes. En effet, la «recevabilité des dossiers» n'est pas appliquée de manière uniforme dans toutes les communes et certaines refusent les dossiers de demandeurs en possession d'une carte CIS.

L'EWD a participé à plusieurs séminaires sur le thème de l'acquisition de la nationalité belge en 2017 (plus de détails dans le chapitre consacré à l'EWD).



3 L'EWD comme partie intégrante de la candidature belge pour l'AEM

L'Agence européenne des médicaments (AEM) est un organe décentralisé de l'Union européenne qui est installé à Londres depuis vingt ans. Sa principale mission consiste à conseiller la Commission européenne concernant l'agrément des nouveaux médicaments, faciliter la mise au point des médicaments et leur accessibilité, contrôler leur sécurité et fournir des informations aux patients et aux professionnels de la santé.

À la suite de la décision du Royaume-Uni de quitter l'Union européenne, il a été décidé de transférer cette agence dans un autre État membre en mars 2019 au plus tard.

Dix-neuf États membres se sont portés candidats pour accueillir le nouveau siège de l'AEM. La Belgique a également présenté sa candidature, que l'autorité fédérale a développée de concert avec les trois Régions du pays. Pour la Région de Bruxelles-Capitale, c'est Bruxelles Invest & Export qui s'est chargé de cette tâche. Un dossier détaillé, mettant l'accent sur l'Expat Welcome Desk du CEOI comme point focal pour l'accueil et la prise en charge des plus de 800 agents de l'AEM et de leurs familles, a été rédigé. L'hébergement de l'organisation ainsi que l'accompagnement personnalisé du personnel pendant le déménagement étaient d'autres aspects fondamentaux de l'offre.





Conférence de presse "EMA TO BE", Agence européenne des médicaments, 3 octobre 2017

L'EWD a participé activement à toutes les réunions de coordination organisées dans ce cadre par le SPF Affaires étrangères, ainsi qu'à la présentation de la candidature belge à une délégation de l'AEM le 31 mai 2017 au Residence Palace.

Le 3 octobre 2017, une conférence de presse s'est tenue dans le bâtiment «The One» en plein cœur du quartier européen, pour annoncer officiellement la candidature de la Belgique pour accueillir le siège de l'AEM.

Il ressort de l'analyse de la Commission européenne que l'offre belge remplissait la majorité des critères fixés et le dossier faisait partie du groupe de candidats répondant le mieux aux critères fixés en matière d'accessibilité, de présence d'hôtels, d'écoles internationales et d'accueil des expats. Fin novembre 2017, les chefs d'État ou de gouvernement ont finalement décidé de transférer le siège de l'AEM à Amsterdam.



Le CEOI

1. Communication

La mission de la cellule communication est double : renforcer notre image d'interlocuteur privilégié tant auprès des instances bruxelloises qu'internationales et soutenir le travail quotidien de l'Expat Welcome Desk (EWD) grâce à des actions et supports de communication ciblés. Contrairement au Bureau de Liaison Bruxelles-Europe, que le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) remplace depuis 2015, la sensibilisation des Bruxellois ne fait pas partie de nos missions. Néanmoins, elle semble difficilement dissociable de notre objectif principal, à savoir d'assurer un rôle de liaison entre la Région de Bruxelles-Capitale (RBC), ses représentants, ses citoyens et les organisations internationales qui y sont implantées. En effet, pour briser ce sentiment de méfiance réciproque, il est essentiel de sensibiliser toutes les parties prenantes sur la valeur ajoutée qu'elles représentent l'une pour l'autre.

Pour cela, durant cette année 2017, la cellule communication s'est attelée à définir une stratégie claire et a amorcé la création d'une identité visuelle cohérente pour l'asbl. En effet, pour améliorer notre visibilité auprès de notre public cible, il nous est apparu nécessaire de modifier notre approche en développant des supports et canaux de communications plus adaptés.



DIFFUSION D'UN MESSAGE CLAIR, CIBLÉ ET POSITIF

Pour beaucoup de gens, le terme «politique de siège régionale» reste un terme abstrait et difficilement appréhendable. Il est donc primordial de communiquer de façon claire et ciblée pour pallier à ce flou. Par ailleurs, afin d'améliorer son image de **Région hôte**, il est indispensable que le CEOI véhicule une **image positive de Bruxelles** à travers ses divers canaux de communication (événements, dépliants, publications, etc.).

C'est principalement autour de ces deux axes que le CEOI s'est attelé à repenser sa communication au long de l'année 2017.

TRAVAILLER AVEC LE NUMÉRIQUE ET LES MÉDIAS

Après deux années d'existence, il nous a semblé essentiel d'approfondir l'utilisation du numérique dans notre communication. Nous avons donc continué à enrichir **notre site web** mais aussi créé **une page Facebook** afin d'échanger plus régulièrement et plus directement avec notre public cible. Nous continuons également d'utiliser des plateformes interactives telles que «Sendinblue» et «Prezi» pour mieux promouvoir nos événements et mieux accueillir les nouveaux arrivants.



Durant l'année écoulée, nous avons aussi essayé de nous rapprocher des **médias belges et internationaux** afin d'améliorer notre visibilité. A cet égard, nous avons notamment organisé une **conférence de presse** en septembre 2017 co-présidée par le Ministre-Président de la RBC pour présenter le bilan des activités du CEOI à mi-législature.

CRÉATION DE NOUVEAUX SUPPORTS DE COMMUNICATION

Pour communiquer plus clairement nos activités et nos fonctions et renvoyer une image positive de Bruxelles, le CEOI a repensé son identité visuelle et créé des nouveaux supports de communication.

Nous avons d'abord repensé notre **dépliant «général»**. Dans ce dernier, les missions du CEOI ont été clairement exposées et les deux cellules d'assistance ont été distinguées : d'une part la cellule «liaison institutionnelle», d'autre part la cellule «assistance administrative» (Expat Welcome Desk).



Pour assurer un accueil qualitatif et personnalisé à la communauté internationale grandissante à Bruxelles, nous avons également repensé le **dépliant de l'Expat Welcome Desk**. L'idée était de regrouper un maximum d'informations dans un «settle down guide» convivial et synthétique. Ce dépliant a pour vocation d'informer les nouveaux arrivants sur les dix étapes à suivre lorsqu'on souhaite s'installer à Bruxelles. Pour la création de ce dépliant, le visuel de l'EWD a complètement été repensé afin d'être plus «parlant» pour les expats.

Les autres supports (roll-up's, visuels numériques, publications et annonces dans les médias, visuel pour la newsletter etc.) ont aussi été adaptés en conséquence.



ÉTABLIR ET PÉRENNISER DES PARTENARIATS

Pour mieux atteindre notre public cible, il est primordial de pérenniser les partenariats existants mais aussi d'en créer de nouveaux avec des partenaires dont les missions sont compatibles avec les nôtres. Depuis sa création, le CEOI entretient des relations stables et solides avec la **cellule Europe de visit.brussels**. Cette collaboration s'est traduite par plusieurs projets concrets essentiellement axés sur le renforcement de l'attrait touristique du quartier européen et sur la diffusion d'informations aux expats concernant la vie culturelle et touristique de la capitale (notamment le groupe de travail «tourisme», la newsletter *be expat be.brussels* qui consacre mensuellement un article à l'EWD, l'organisation du «*1st European Quarter Networking Event*», etc.). Le guide «**Expats in Brussels**» consacre également chaque année une page entière à l'EWD. En 2017, le CEOI a aussi établi de nouveaux partenariats, notamment avec le **Brussels Times**, média international très apprécié par la communauté internationale.



PARTICIPATION ET ORGANISATION D'ÉVÉNEMENTS CIBLÉS



Pour renforcer notre image d'interlocuteur privilégié tant auprès des instances bruxelloises qu'internationales, le CEOI était présent à plusieurs événements clés, notamment l'inauguration de la Maison de l'Histoire européenne, la journée Portes Ouvertes des institutions européennes, l'Info Day de la Commission européenne et la réception de fin d'année à l'intention des représentations régionales (organisée par la Ville de Bruxelles et le Comité des Régions). Le CEOI a également organisé des événements pour «rassembler» les différents acteurs du quartier européen, par exemple le «*1st European Quarter Networking Event*» en collaboration avec *visit.brussels* et l'avant-première du film «*Miss Sloane*» sur le lobbying international au White Cinema (Docks Bruxsel).

2. Équipe

L'équipe dynamique et plurilingue du CEOI assure un **rôle de liaison** entre les pouvoirs publics bruxellois et les institutions européennes et internationales (ainsi que leurs employés) établies à Bruxelles.

Direction

Alain HUTCHINSON
Commissaire

Karin IMPENS
Directeur adjoint

Expat **Welcome Desk**

Amélie BOVY
Conseillère juridique

Hélène JACUB
Assistante

Annick DE BLESER
Assistante au PE

Cellule liaison institutionnelle

Edoardo GUGLIELMETTI
*Conseiller développement
urbain*

Cellule communication

Natacha BRIEVEN
Office Manager

Accueil

Laurent GILARDENGHI
Réceptionniste



3. Instances

L'Assemblée générale et le Conseil d'administration sont composés de représentants désignés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Ils se réunissent deux fois par an.

Assemblée générale

- Alain HUTCHINSON, Président
- Haroun ATILA
- Jérôme DE MOT
- Valentin GRAAS
- Ief JANSSENS
- Julien JOST
- Frank LELON
- Julien MILQUET
- Jeremy ONKELINX
- Laurent VAN DER ELST
- Charles-Eric VILAIN XIII
- Florence WAUTELET

Conseil d'administration

- Alain HUTCHINSON, Président
- Haroun ATILA
- Jérôme DE MOT
- Valentin GRAAS
- Ief JANSSENS
- Julien JOST
- Frank LELON
- Julien MILQUET
- Laurent VAN DER ELST
- Charles-Eric VILAIN XIII
- Florence WAUTELET

Parlement bruxellois

Le Parlement bruxellois a créé en 2015 la **Commission chargée des Questions européennes**, démontrant l'importance qu'accorde notre Région à la présence des organisations internationales sur son territoire. Une fois par an, le Commissaire à l'Europe et aux Organisations Internationales y présente les activités du CEOI et répond aux nombreuses questions des parlementaires.

Conclusion

Malgré les missions ambitieuses qui lui sont confiées et les attentes élevées qui pèsent sur ses épaules, le Commissariat à l'Europe et aux Organisations Internationales (CEOI) ne dispose que d'une équipe restreinte et d'un budget modeste. Nos ambitions n'en demeurent pas moins élevées et nous avons voulu mettre en avant dans ce rapport annuel les principaux jalons de notre fonctionnement futur, qui restera plus que jamais axé sur notre rôle d'interface. Un rôle qui nous impose d'être le lien entre les acteurs internationaux présents sur notre territoire et toutes les couches administratives impliquées par leur présence, et cela, tout en créant un climat empreint de bonne volonté en ce qui concerne les obligations, la législation, les procédures et les méthodes de travail.

Au bout de trois années de fonctionnement, nous constatons que la collaboration entre les autorités bruxelloises et les organisations internationales s'est améliorée et que le CEOI réussit, lentement mais sûrement, à faire changer la perception selon laquelle, dans beaucoup de dossiers, les autorités belges et bruxelloises ne se montrent pas assez volontaristes pour dégager des solutions.

Le CEOI agit toujours dans l'intérêt général de la Région et de ses habitants, tout en considérant que sa dimension internationale est un des plus grands moteurs de son économie. Les chiffres sont éloquentes : les organisations internationales présentes sur notre territoire donnent une impulsion considérable à l'économie régionale et augmentent, par leur présence, le pouvoir d'attraction de la Région sur d'autres organisations, entreprises et institutions internationales. Les institutions accueillent un nombre très important de visiteurs et de participants à des congrès/réunions qui séjournent dans les hôtels de la capitale et utilisent nos infrastructures. Elles font également appel à l'économie locale pour des services tels que le catering, le nettoyage et la maintenance. Le secteur international est donc un des principaux moteurs de l'emploi pour la Région. Les expats et les membres du personnel habitent ici, ils louent ou achètent des logements ici, font leurs achats ici, reçoivent leur famille et leurs amis et stimulent ainsi les secteurs de l'horeca, du tourisme et de la culture. Cet impact positif sur l'économie locale, on le constate également dans d'autres villes où des organisations internationales ont établi leur siège. Il est donc essentiel de continuer à améliorer notre attractivité en tant que «ville-siège» internationale afin de renforcer notre compétitivité. Les organisations internationales

ne choisissent plus leur siège *ad vitam aeternam* : elles restent attentives et analysent en permanence toutes les possibilités d'implantation présentant des caractéristiques attrayantes et offrant des conditions intéressantes.

Le CEOI a certes jeté les bases de relations plus structurelles entre les institutions européennes et leur Région d'accueil, mais il reste encore beaucoup de travail et d'efforts à fournir, tant du côté bruxellois que du côté européen, pour que l'entente soit idéale. Cela vaut d'ailleurs tant pour les institutions et les administrations que pour leurs employés et les citoyens de la Région. En effet, il n'est pas rare de rencontrer des Bruxellois qui ne mettent jamais un pied dans le quartier européen alors que l'offre en termes de visites s'y est fortement développée ces dernières années et qu'elle vaut vraiment le détour. Peut-être parce que notre sentiment pro-européen prend, assez étrangement, une tournure un peu négative lorsqu'il s'agit de la présence physique des institutions dans la ville. De l'autre côté, nombreux sont les Européens qui ne s'aventurent pas trop en dehors de «leurs» quartiers. Voilà des lignes de rupture sur lesquelles nous devons absolument travailler à l'avenir.

Les institutions européennes et internationales doivent, de leur côté, prendre davantage conscience du potentiel extraordinaire de cette ville. La distance qu'elles maintiennent n'a pas toujours facilité la tâche de ceux qui s'emploient à tisser des liens plus étroits. Avec la création du CEOI, nous assistons à une profonde transformation et toutes les institutions européennes semblent apprécier à sa juste valeur d'avoir un interlocuteur privilégié mandaté par le Gouvernement régional. Il nous revient désormais de consolider et pérenniser ces relations.

Enfin, nous tenons à remercier tous les responsables et les collaborateurs politiques, ainsi que les administrations et leurs agents, qui nous ont aidés à faire de Bruxelles une Région hôte toujours plus accueillante. Grâce à leur engagement et leur soutien actif, des progrès concrets ont pu être engrangés dans un très grand nombre de dossiers !



Karin IMPENS
Directeur adjoint

Alain HUTCHINSON
Commissaire

À l'initiative du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :



Ce rapport est publié par :



Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles

T. : +32 (0)2 430 66 00

info@commissioner.brussels - www.commissioner.brussels

Editeur responsable : Alain HUTCHINSON, Avenue d'Auderghem 63, 1040 Bruxelles

Crédits photographiques : © Anyaberkut (p. 56), © Bruxelles Mobilité/Brussel Mobiliteit (p. 30), © Delphotostock (p. 58),
© Fabrice Debatty Images (pp. 1-14, pp. 19-22, pp. 28-29, p. 31, p. 34, pp. 53-54, p. 63, p. 66, pp. 72-75), © Hamza Faki Yesilordek (p. 16, p. 24, p. 27),
© Hurca.com (illustrations), © Jakub Jirsák (p. 53), © Jegas RA (p. 60), © Libois Corenthin (pp. 64-65), © Luzitanija (p. 61),
© Union européenne 2017 – Source PE (p. 71), © Union européenne 2017 – Source PE Aurore BELOT (p. 68).

BRUXELLES, VOTRE RÉGION D'ACCUEIL !

